



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/44/364

S/20706

30 juin 1989

FRANCAIS

ORIGINAL : ARABE

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante-quatrième session

Points 37, 39, 78 et 99 de

la liste préliminaire*

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

QUESTION DE PALESTINE

RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE D'ENQUETER

SUR LES PRATIQUES ISRAELIENNES AFFECTANT

LES DROITS DE L'HOMME DE LA POPULATION

DES TERRITOIRES OCCUPES

PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX

DROITS DE L'HOMME

CONSEIL DE SECURITE

Quarante-quatrième année

Lettre datée du 27 juin 1989, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès
de l'Organisation des Nations Unies

En ma qualité de président du Groupe des Etats arabes pour le mois de juin 1989, et au nom des membres du Groupe, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport qui a été publié en application de la recommandation de la Commission arabe permanente pour les droits de l'homme et que le Conseil de la Ligue des Etats arabes a adopté, à sa quatre-vingt-onzième session, dans sa résolution 4907 du 30 mars 1989.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte du rapport comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 37, 39, 78 et 99 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la République
arabe syrienne auprès de l'Organisation
des Nations Unies et Président du
Groupe des Etats arabes,

(Signé) Ahmad Fathi AL-MASRI

* A/44/50/Rev.1.

ANNEXE

Rapport soumis au Secrétaire général de l'Organisation d-
Nations Unies par le Secrétaire général de la Ligue des
Etats arabes conformément à la recommandation de la
Commission arabe permanente pour les droits de l'homme
(rapport adopté par le Conseil de la Ligue à sa
quatre-vingt-onzième session, dans la résolution 4907
du 30 mars 1989)

INTRODUCTION

1. Le présent rapport a été établi conformément à la recommandation que la Commission arabe permanente pour les droits de l'homme a adoptée à la session qu'elle a tenue à Tunis du 3 au 8 octobre 1988. Cette recommandation avait trait aux pratiques israéliennes contre les droits de l'homme. Son paragraphe 1 était libellé comme suit :

"Charge le Sous-Secrétaire général, chef du Département des affaires juridiques, en sa qualité de directeur du secrétariat de Comité, d'établir un rapport complet sur les pratiques israéliennes contre les droits de l'homme, que le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes présentera au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et distribuera aux commissions et comités internationaux des droits de l'homme ainsi qu'aux autres instances humanitaires."

2. On trouvera ci-après une liste des instruments juridiques internationaux qui s'appliquent à la situation des territoires occupés et sur la base desquels nous avons examiné dans le présent rapport les pratiques israéliennes contraires aux droits de l'homme :

2.1 La Charte des Nations Unies et en particulier le paragraphe 3 de son article premier qui stipule que l'un des buts de l'Organisation est de : "réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion".

2.2 Le Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, qui figure en annexe à la Convention IV de La Haye du 18 octobre 1907.

2.3 La quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, à laquelle Israël a adhéré le 6 juillet 1951. L'Organisation des Nations Unies a déclaré que cette convention s'appliquait aux territoires occupés 1/.

1/ Voir résolution 465 (1980) du Conseil de sécurité en date du 1er mars 1980 et résolution 36/147 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1981.

2.4 La Déclaration universelle des droits de l'homme, du 10 décembre 1948.

2.5 Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du 16 décembre 1966.

2.6 Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, du 16 décembre 1966.

2.7 Les résolutions ci-après du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies :

- Résolution 605 (1987) du Conseil de sécurité, en date du 22 décembre 1987;
- Résolution 607 (1988) du Conseil de sécurité, en date du 5 janvier 1988;
- Résolution 608 (1988) du Conseil de sécurité, en date du 14 janvier 1988;
- Résolution 43/21 de l'Assemblée générale, en date du 3 novembre 1988.

3. Violations par Israël de l'intégrité politique et territoriale des territoires occupés

3.1 Dès qu'il a annexé Jérusalem, en 1967, Israël a pris des mesures en vue d'en préparer l'annexion. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à ce sujet plusieurs résolutions que nous énumérons ci-après :

Résolution 2253 (ES-V) du 4 juillet 1967, dans laquelle l'Assemblée a demandé à Israël de rapporter toutes les mesures déjà prises et de s'abstenir immédiatement de toute action qui changerait le statut de Jérusalem et a prié le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée et au Conseil de sécurité sur la situation et sur la mise en oeuvre de cette résolution une semaine au plus tard après son adoption;

Résolution 2254 (ES-V) de l'Assemblée générale en date du 14 juillet 1967, dans laquelle l'Assemblée a pris note avec le plus profond regret et la plus profonde inquiétude du fait qu'Israël ne s'était pas conformé à la résolution 2253 (ES-V) dans laquelle l'Assemblée demandait à Israël de rapporter toutes les mesures déjà prises et de s'abstenir immédiatement de toute action qui changerait le statut de Jérusalem.

Pour sa part, le Conseil de sécurité a adopté, sur la même question, les résolutions suivantes :

Résolution 252 (1968) du 21 mai 1968, dans laquelle le Conseil, ayant à l'esprit la nécessité d'oeuvrer pour une paix juste et durable et réaffirmant que l'acquisition de territoires par la conquête militaire était inadmissible, a déploré qu'Israël ait manqué de se conformer aux résolutions susmentionnées de l'Assemblée générale et a considéré que toutes les mesures et dispositions législatives et administratives prises par Israël pour modifier le statut juridique de Jérusalem étaient nulles et non avenues et ne pouvaient modifier ce statut et a

demandé d'urgence à Israël de rapporter toutes les mesures de cette nature déjà prises et de s'abstenir immédiatement de toute nouvelle action qui tendrait à modifier le statut de Jérusalem. Le Conseil a en outre prié le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de cette résolution;

La résolution 267 (1969) du Conseil de sécurité en date du 3 juillet 1969, dans laquelle le Conseil a réaffirmé sa résolution 252 (1968) du 21 mai 1968, déploré qu'Israël n'ait tenu aucun compte de sa résolution 252 (1968) du 21 mai 1968 et des deux résolutions de l'Assemblée générale 2253 (ES-V) du 4 juillet 1967 et 2254 (ES-V) du 14 juillet 1967 et décidé que, en cas de réponse négative ou d'absence de réponse d'Israël, le Conseil se réunirait de nouveau sans délai pour envisager quelles autres dispositions devraient être prises en la matière.

En dépit de ce qui précède et des résolutions susmentionnées, la Knesset israélienne a promulgué le 30 juillet 1980 un décret portant annexion de la ville de Jérusalem et en faisant la capitale d'Israël, ce qui a suscité une violente réaction et une vigoureuse condamnation de la part des milieux musulmans et chrétiens du monde. A la suite de cette décision, la onzième Conférence des ministres des affaires étrangères des Etats islamiques qui s'est tenue à Islamabad du 17 au 21 mai 1980, a adopté une résolution dans laquelle elle a demandé au Conseil de sécurité de se réunir sans tarder pour examiner la grave situation créée par la décision des autorités israéliennes d'annexer la ville de Jérusalem et d'en faire la capitale d'Israël, ainsi que les aspects dangereux des mesures israéliennes et leurs conséquences pour l'application des résolutions de l'Assemblée générale visant à l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient.

Le Conseil de sécurité a ainsi adopté, le 20 juin 1980, la résolution 476 (1980) dans laquelle, réaffirmant que l'acquisition de territoires par la force était inadmissible, gardant présent à l'esprit le statut particulier de Jérusalem et, spécialement, la nécessité de protéger et de préserver la dimension spirituelle et religieuse unique des Lieux saints de cette ville, réaffirmant ses résolutions concernant le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem et se déclarant gravement préoccupé par les mesures législatives entamées à la Knesset israélienne en vue de modifier le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem (qui constitue une grave violation de la quatrième Convention de Genève), il a confirmé que les mesures prises par Israël en vue de modifier le caractère de la ville de Jérusalem n'avaient aucune validité en droit, et instamment demandé à Israël de se conformer à cette résolution et aux résolutions précédentes du Conseil de sécurité et de cesser immédiatement de poursuivre la mise en oeuvre de la politique et des mesures affectant le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem. Le Conseil a réaffirmé en outre sa détermination, au cas où Israël ne se conformerait pas à cette résolution, d'examiner, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies, des moyens pratiques en vue d'assurer l'application intégrale de cette résolution.

Le Conseil de sécurité a ensuite adopté, le 20 août 1980, sa résolution 478 (1980) dans laquelle il a décidé de ne pas reconnaître la "loi fondamentale" relative à Jérusalem et a demandé : a) à tous les Etats membres

d'accepter cette décision; b) aux Etats qui avaient établi des missions diplomatiques à Jérusalem, de retirer ces missions de la Ville sainte. Dans cette résolution, le Conseil a en outre prié le Secrétaire général de lui faire rapport sur l'application de cette résolution avant le 15 novembre 1980 et a décidé de rester saisi de cette grave situation.

3.2 Modification du caractère physique, de la composition géographique et de la structure institutionnelle de la ville de Jérusalem.

3.3 L'administration militaire s'est transformée en administration civile : le 1er novembre 1981, en vertu de l'ordonnance militaire No 947, la Puissance d'occupation a créé une administration civile franchissant ainsi un pas de plus sur la voie de l'annexion des territoires occupés 3/.

3.4 Modification du système judiciaire en violation de l'article 8 de la Déclaration universelle des droits de l'homme 4/.

3.5 Révocation des maires et des membres des conseils municipaux en dépit du fait que la quatrième Convention de Genève interdit à la Puissance occupante de modifier le statut des fonctionnaires dans les territoires occupés 5/.

3.6 Création de colonies : tous les plans israéliens visant à créer des colonies dans les territoires occupés ont montré que le but véritable d'Israël était de conserver ces territoires. La création de colonies en effet est le moyen le plus rapide d'atteindre cet objectif.

La création de colonies dans les territoires occupés va à l'encontre de l'article 46 du Règlement figurant en annexe à la Convention de La Haye de 1907 ainsi que de l'article 49 de la quatrième Convention de Genève de 1949. C'est ce qu'ont établi le Conseil de sécurité (à l'unanimité) 6/ et l'Assemblée générale des Nations Unies 7/.

3/ Voir résolution 36/147 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1981 et résolution 465 (1980) du Conseil de sécurité.

4/ "Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi." Toutes les mesures qu'Israël a prises pour modifier la structure fondamentale ou le statut des territoires occupés ont été considérées comme nulles et non avenues.

5/ Voir article 54 de la Convention.

6/ Voir résolution 465 (1980) du Conseil de sécurité, en date du 1er mars 1980.

7/ Voir résolution 36/147 B de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1981.

4. Atteintes israéliennes aux droits économiques, sociaux et culturels

4.1 Atteintes au droit à la propriété

Depuis le début de l'occupation, Israël se sert de ses pouvoirs pour acquérir la superficie la plus grande possible de terres. A cet effet, il utilise les méthodes les plus perfides qui constituent des violations flagrantes des droits fondamentaux à la propriété. La première de ces méthodes consiste à appliquer la loi relative aux biens abandonnés (ordonnance militaire No 53) qui requiert l'obtention préalable d'une autorisation des autorités d'occupation pour conclure tout contrat touchant ces biens. Ces pratiques se sont étendues aux biens waqf (biens de mainmorte) islamiques. De plus, Israël a confisqué de diverses manières les terres palestiniennes, transférant leur propriété aux occupants. Parallèlement, les autorités d'occupation ont créé de nombreux obstacles pour empêcher les Palestiniens d'exercer leurs droits. Ainsi, ceux-ci ne peuvent construire sur un lot de terre une habitation de plus de deux étages et il n'est pas permis aux villages palestiniens de s'étendre pour répondre à l'accroissement rapide du nombre de leurs habitants. Pendant ce temps, les colonies juives de peuplement se multiplient sur les territoires arabes et s'étendent, tel un cancer, dans toutes les directions au point que même l'utilisation des puits qui se trouvent sur les terres palestiniennes est soumise à des restrictions extrêmement sévères. Toutes ces mesures vont à l'encontre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels qui stipule que "tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles ... et en aucun cas un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance" 8/.

Les atteintes israéliennes au droit à la propriété dans les territoires occupés vont également à l'encontre des dispositions de la Déclaration relative à la souveraineté permanente des peuples et des nations sur leurs richesses et leurs ressources naturelles pour laquelle Israël a voté 9/. L'Assemblée générale a énergiquement condamné "l'exploitation illégale des richesses naturelles, des ressources et de la population des territoires occupés" 10/.

4.2 Arrêt du développement économique et social

La politique israélienne dans les territoires occupés vise à mettre la situation économique de ces territoires au service des intérêts israéliens. Cette politique a notamment lié l'économie des territoires à l'économie israélienne au point que les territoires occupés constituent un marché extérieur secondaire pour les produits d'exportation israéliens. Par contre, les exportations des

8/ Voir par. 2 de l'article premier du Pacte.

9/ Voir résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1962.

10/ Voir résolution 36/147 C de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1981.

territoires occupés vers Israël sont interdites ou soumises à des restrictions draconiennes. Quant aux projets économiques dans les territoires, ils souffrent de l'absence du système bancaire palestinien qui a été éliminé par les autorités d'occupation. Ces projets subissent également le contrecoup de la décision israélienne qui interdit la création de tout projet économique palestinien qui entre en concurrence avec les industries israéliennes.

Il est également interdit aux municipalités palestiniennes de contribuer à tout projet de développement économique 11/. L'Assemblée générale des Nations Unies a condamné à maintes occasions ces pratiques, notamment dans sa résolution 36/147 en date du 16 décembre 1981.

De plus, les autorités d'occupation ont fréquemment utilisé les sanctions économiques comme une arme contre les résidents palestiniens s'en servant notamment comme forme de châtiment collectif. Elles ont ainsi coupé les arbres fruitiers, endommagé les cultures et fermé les locaux commerciaux. Les médias nous ont ainsi appris récemment que les autorités d'occupation ont interdit la cueillette des olives dans la région de Ramallah, créant de nombreux obstacles à l'exportation de produits palestiniens vers la Jordanie 12/ dans le cadre d'une opération de représailles collectives.

4.3 Exploitation de la main-d'oeuvre palestinienne

Chaque jour, les Palestiniens quittent les territoires occupés pour aller travailler en Israël où il leur est interdit de passer la nuit. Les travailleurs palestiniens sont ainsi obligés d'effectuer chaque jour des va-et-vient entre leur habitation et leur lieu de travail, et de passer, en plus des huit heures de travail qu'ils doivent effectuer, plus de trois heures dans les transports. Par ailleurs, les travailleurs palestiniens ne bénéficient d'aucune protection sociale ou syndicale vis-à-vis de leur employeur. On sait par exemple que les travailleurs palestiniens ne perçoivent pas même la moitié du salaire d'un travailleur israélien. Il s'agit là d'une violation de la Convention No 111 du Bureau international du travail du 25 juin 1958. De plus, la non-reconnaissance des syndicats palestiniens par les autorités d'occupation constitue une violation flagrante de l'article 8 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Or, chacun sait que l'immigration en Israël de travailleurs palestiniens des territoires occupés est la conséquence directe de la politique économique et coloniale menée par les autorités d'occupation sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza, politique qui a progressivement éliminé les

11/ C'est ainsi que les autorités d'occupation ont interdit à la municipalité de Ramallah d'utiliser un montant qui avait été versé par l'Algérie au titre d'un projet de développement économique. Voir le rapport de la délégation de l'Association internationale des juristes démocrates qui s'est rendue dans les territoires occupés (22 au 28 mai 1982).

12/ Voir agence France-Presse, communiqué du 25 octobre 1988.

possibilités d'emploi et les moyens d'existence créant le chômage parmi les Palestiniens. La quatrième Convention de Genève interdit ce type de politique stipulant, dans son article 52, que : "Toute mesure tendant à provoquer le chômage ou à restreindre les possibilités de travail des travailleurs d'un pays occupé en vue de les amener à travailler pour la puissance occupante est interdite".

4.4 Paralysie des activités culturelles dans les territoires palestiniens

Depuis le début de l'occupation israélienne, les activités culturelles des territoires palestiniens sont soumises à toutes sortes d'entraves et de pratiques qui portent atteinte aux droits de l'homme les plus fondamentaux dans le domaine de l'éducation. Ainsi, les autorités israéliennes d'occupation ont opposé toutes sortes d'obstacles à l'application des résolutions de l'Unesco relatives aux institutions éducatives et culturelles, empêchant les parties intéressées d'examiner le déroulement des activités culturelles et empêchant les autorités compétentes de coopérer avec ces institutions et de mettre à leur disposition les moyens nécessaires.

Les mesures oppressives d'Israël touchent notamment les programmes et les manuels d'enseignement. Après avoir mis fin à l'application de la loi jordanienne No 16 (1964) relative à la culture et à l'enseignement, qu'elles ont remplacée par la loi israélienne No 564 du 16 juillet 1969, les autorités d'occupation ont mis fin aux programmes jordaniens en langue arabe et ont empêché l'utilisation d'un grand nombre de manuels jusque-là en usage. De plus, Israël a altéré les manuels d'enseignement, éliminant ou abrégeant leur contenu et falsifiant les données qui y figuraient. Israël a également empêché la diffusion d'un certain nombre de manuels scolaires.

Parallèlement, les autorités israéliennes ont intensifié leurs pratiques répressives contre les écoles et les établissements d'enseignement. Elles ont notamment décidé de fermer à plusieurs reprises ou de manière permanente certains établissements ou d'en démolir d'autres, notamment ceux de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). De plus, elles ont créé une situation impossible pour les élèves et les étudiants par leur politique d'arrestations arbitraires et de séparation forcée, les condamnations devant les tribunaux militaires et les mesures d'assignation à résidence forcée et d'internement administratif qui se sont également appliquées aux enseignants et aux professeurs.

Pour plus de renseignements sur ces aspects des politiques israéliennes dans les territoires occupés, on peut se référer au rapport du père E. Boné, professeur à l'Université catholique de Louvain (Belgique), qui a été établi en 1987 à la demande de la Conférence générale de l'Unesco (cent vingt-troisième session) et qui traite en détail des violations qui portent atteinte aux libertés universitaires du peuple palestinien et des traitements que ce peuple subit dans les territoires occupés.

Depuis le début de l'Intifada, les autorités d'occupation intensifient leurs opérations d'oppression et de persécution contre les établissements d'enseignement, les étudiants et les enseignants palestiniens, paralysant ainsi totalement l'enseignement dans les territoires occupés.

4.5 Détérioration de la situation sanitaire

Les autorités d'occupation utilisent diverses méthodes et créent des obstacles de forme variée pour saper l'infrastructure sanitaire civile et pour empêcher la construction de nouveaux hôpitaux. Par cette mesure et en raison de l'accroissement de la population, les services sanitaires arabes n'ont fait qu'empirer et se détériorer. Ce phénomène transparaît clairement lorsque l'on examine le nombre de médecins par habitant qui actuellement est d'à peine 1 pour 2 900 (1987) contre 1 pour 1 800 au sein de la population juive. De même, la couverture sanitaire en milieu arabe ne dépasse pas 15 %. De plus, une comparaison du nombre de dispensaires en milieu juif et en milieu palestinien fait apparaître une grave pénurie au sein de la population palestinienne et explique dans une certaine mesure pourquoi, contrairement aux enfants juifs, les enfants arabes se rendent si rarement chez le médecin. Si l'on ajoute à cette pénurie de services sanitaires la sous-alimentation et la détérioration de la situation matérielle, économique ainsi que des conditions d'existence et d'habitation du peuple palestinien dans les territoires occupés, on comprend pourquoi le taux de mortalité infantile est plus grand chez les enfants palestiniens que chez les enfants juifs.

5. Nouvelles orientations de la politique israélienne vis-à-vis des droits de l'homme dans les territoires occupés

L'année 1988, année du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, a été caractérisée par une attaque unique en son genre contre les droits de l'homme dans les territoires occupés. Pendant cette année, en effet, les Palestiniens dans leur patrie occupée ont été soumis à toutes formes de pratiques répressives qui ont porté atteinte à leur personne, à leurs biens, à leur liberté et à leurs valeurs les plus sacrées.

Cette campagne israélienne de répression s'est étendue à l'ensemble des Palestiniens sans exception : femmes, enfants, adolescents, adultes et vieillards. Les forces israéliennes d'occupation ont utilisé des armes meurtrières tirant des balles réelles ou des balles de plastique et utilisant des gaz toxiques qui pour la plupart sont interdits par les instruments internationaux. Ces autorités ont utilisé des moyens de torture et de répression dans la rue, dans les habitations et dans les prisons et elles ont intensifié les opérations de représailles et les châtements collectifs, contre des civils sans défense.

Eu égard à l'extrême gravité de l'évolution récente de la politique israélienne en matière de droits de l'homme, le présent rapport sera axé sur les points suivants :

- I : Châtiments collectifs;
- II. : Diverses formes d'incarcération;
- III. : Opérations de représailles;
- IV. : Témoignages de délégations étrangères;
- V. : Statistiques.

1. Châtiments collectifs

- La liberté de mouvement a été limitée sur l'ensemble de la Rive occidentale et de la bande de Gaza et les habitants des territoires ont été soumis à un véritable blocus;
- Les universités et les écoles palestiniennes de tous niveaux ont été fermées pendant des périodes prolongées pouvant aller jusqu'à trois mois et les étudiants ont été empêchés de passer leurs examens de 1987-1988;
- La Rive occidentale et la bande de Gaza ont été totalement isolées du monde extérieur pendant trois jours consécutifs, tous les points de passage ayant été fermés;
- L'électricité a été coupée sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza occupées pendant des périodes prolongées;
- Les communications téléphoniques ont été interrompues et la Rive occidentale et la bande de Gaza ont été isolées à plusieurs reprises du monde extérieur;
- Tous les enseignants et enseignantes qui ont été recrutés au début de 1988 ont été licenciés à compter du 1er avril 1988;
- Toutes les institutions nationales et tous les syndicats ouvriers et professionnels ainsi que les organisations de bienfaisance ont été fermés pendant six mois;
- Tous les bureaux du mouvement Shabibah ont été fermés, ses activités interdites et ses membres arrêtés;
- Des restrictions ont été imposées aux exportations de fruits et de légumes de la Rive occidentale et de la bande de Gaza;
- Le montant des fonds dont l'introduction est autorisée dans les territoires occupés a été réduit;
- Les autorités israéliennes ont entravé le mouvement sur les ponts des camions chargés de produits agricoles et de fruits, causant la détérioration de ces produits;
- Le coût de la vignette et du permis de circulation a été porté à plus de 200 dollars;
- Les autorités israéliennes ont harcelé les habitants de la bande de Gaza en les obligeant à changer leur carte d'identité, en leur causant un préjudice financier et en les empêchant de travailler;
- Les quotidiens et les hebdomadaires des territoires occupés ont été fermés ou suspendus et une censure très stricte a été imposée à l'ensemble des moyens d'information;

- Les commerçants arabes ont été grevés de lourds impôts. De plus, leurs locaux ont été fermés et leurs cadenas brisés. Certains locaux commerciaux ont même été pillés et frappés d'amendes;
- Les autorités israéliennes se sont emparées de terres et de sources. Elles ont détruit des puits, déraciné des oliviers, ouvert de grandes voies de circulation à des fins militaires ou de colonisation, et empêché les agriculteurs d'effectuer les récoltes.

II. Arrestations et détention

1. Arrestations

Tout soldat israélien peut arrêter un Palestinien sur les territoires occupés s'il le soupçonne d'avoir participé à un acte portant atteinte à la sécurité.

Le soldat peut détenir le prévenu pendant quatre jours et, s'il reçoit un ordre de détention d'un officier de police, cette période de détention est prolongée de sept jours supplémentaires (soit 11 jours au total). Le prévenu peut être détenu sept jours supplémentaires sans jugement, ce qui représente un total de 18 jours. Le tribunal militaire peut ensuite décider de prolonger cette période d'incarcération jusqu'à une durée maximale de six mois.

2. Rôle des avocats

Tout contact entre l'avocat et le prévenu palestinien qu'il représente doit être autorisé par le directeur de l'établissement pénitentiaire qui peut interdire toute rencontre entre ces deux personnes, ce qui se produit souvent. Cette visite n'est autorisée que lorsque le Directeur de l'établissement pénitentiaire est convaincu que l'entretien a pour objet d'examiner les questions purement juridiques touchant le prévenu et qu'il n'influencera pas le cours de l'enquête et de l'investigation.

3. Abus commis par la police en cours d'enquête

Pour obtenir les aveux des prévenus, la police procède de la manière suivante :

- Elle use de violence à leur égard;
- Elle les interroge en l'absence d'un interprète de leur choix;
- La déclaration du prévenu est rédigée en langue hébraïque et celui-ci est tenu de la signer bien qu'il ignore cette langue.

Le rapport "Landau" qui a été établi par une commission gouvernementale israélienne au mois d'octobre 1987 fait apparaître de nombreuses violations des règlements d'enquête.

On peut lire en effet dans ce rapport "qu'il est regrettable et affligeant que les hommes du Shin Bet (Bureau du renseignement) commettent, tant individuellement que collectivement, de nombreuses violations. Or, les aveux que la police obtient du prévenu constituent la preuve essentielle qui est utilisée contre celui-ci devant les tribunaux civils et militaires".

La Commission Landau a établi : "que les enquêteurs utilisaient la violence physique à l'égard des prévenus en cours d'enquête et que, s'ils ne le faisaient pas, l'enquête n'aboutirait à rien... Les aveux effectués par le suspect en cours d'enquête constituaient dans la plupart des cas la seule preuve qui existait contre le prévenu".

4. La procédure judiciaire et la constitution des tribunaux

Les tribunaux militaires israéliens des territoires occupés sont constitués d'officiers et d'avocats réservistes qui sont choisis par le Ministère de la défense. Les ordonnances militaires No 378 (Rive occidentale) et 1970 (bande de Gaza) stipulent à cet égard que :

- Le Gouverneur militaire de la région nomme des officiers du rang de capitaine ou de rang supérieur qui sont juridiquement habilités à assurer les fonctions de juge. Ces officiers peuvent être des officiers de carrière ou des réservistes;
- Le plus ancien avocat israélien a déclaré à Jérusalem que la méthode utilisée pour nommer les juges allait à l'encontre du principe de l'impartialité ce qui mettait en question la légalité de la constitution de ces tribunaux au regard de l'alinéa d) de l'article 1 de la quatrième Convention de Genève de 1949 et des articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en date du 16 décembre 1966;
- Les lois qui sont appliquées par les tribunaux militaires israéliens vont à l'encontre de l'article 67 de la Convention de Genève qui stipule que "Les tribunaux ne pourront appliquer que les dispositions légales antérieures à l'infraction et conformes aux principes généraux du droit, notamment en ce qui concerne le principe de la proportionnalité des peines".

Il est clair que les tribunaux militaires israéliens des territoires occupés prennent des décisions arbitraires sans se référer aux lois qui étaient en vigueur dans ces territoires avant l'occupation, violant ainsi l'article 65 de la Convention de Genève.

La procédure judiciaire se déroule en violation de l'article 72 de la Convention de Genève qui fait état de la nécessité que les tribunaux juridiques soient constitués légalement et offrent les garanties judiciaires reconnues et nécessaires parmi les peuples civilisés. Les tribunaux israéliens violent cet article des trois manières suivantes :

a) Les aveux sont obtenus illégalement et sont consignés en langue hébraïque; ces aveux sont les seules preuves qui sont présentées au juge;

b) L'accusation ne présente qu'au magistrat les preuves qui revêtent un caractère confidentiel et celles-ci ne peuvent donc être consultées par l'accusé ou ses défenseurs, ce qui va à l'encontre de l'article 72 de la Convention de Genève;

c) La date du procès n'est parfois pas publiée et le nombre de personnes habilitées à y assister est toujours limité sans aucune raison.

5. Détention administrative

5.1 Le 4 août 1985, le Gouvernement israélien a réintroduit dans les territoires occupés la détention administrative qu'il avait abolie au début des années 80 en raison des protestations qui s'étaient élevées en Israël et à l'étranger.

La détention administrative est un moyen de pression et de chantage vis-à-vis des Palestiniens. Ce type de châtiment est en effet utilisé de façon totalement arbitraire et sans offrir aux détenus aucun recours devant la loi.

5.2 La détention administrative est une mesure d'internement sans accusation et sans jugement.

5.3 Le commandant militaire ou son représentant sont habilités à procéder à un internement de ce type.

~~L'alinéa b) de l'article 87 de l'ordonnance militaire No 378 stipule que le juge peut mettre fin à la détention s'il est établi que les motifs de celle-ci ne constituent pas un crime contre la sûreté publique ou la sécurité de l'Etat. C'est le détenu qui doit prouver son innocence. Ainsi, pour les crimes contre la sécurité de l'Etat, la charge de la preuve incombe au prévenu au lieu d'incomber à l'accusation.~~

Les preuves essentielles ont un caractère confidentiel et ne sont présentées qu'aux tribunaux militaires puis à la Cour suprême et l'accusé et ses défenseurs ne peuvent en avoir connaissance. A cet égard, l'ordonnance militaire 12/4 stipule en son article 9 que les documents touchant les points visés à l'alinéa d) de l'article 87 ne peuvent être consultés par le prévenu ou ses avocats. La détention administrative permet ainsi aux autorités militaires de priver quelqu'un de sa liberté et de le détenir pendant une durée illimitée sans avoir à fournir de motif.

6. Arrestation et détention d'enfants

La quatrième Convention de Genève de 1949 définit comme des enfants toutes les personnes âgées de moins de 15 ans (voir art. 24, 38 et 50) et elle souligne en son article 64 la nécessité de préserver le régime juridique qui était en vigueur avant l'occupation. Or, selon la loi jordanienne, seules les personnes de plus de 17 ans sont considérées comme responsables au regard de la loi.

Le décret relatif aux poursuites judiciaires contre les enfants qui est appliqué actuellement dans les territoires occupés prévoit ce qui suit :

- Les enfants âgés de 12 à 14 ans peuvent être détenus pendant une période maximale de six mois;
- Les enfants âgés de 14 à 16 ans peuvent être incarcérés pendant une période maximale d'un an;
- L'âge qui est pris en considération est celui du prévenu au moment du jugement et non au moment de la perpétration du délit, de sorte qu'il est aisé et possible pour les tribunaux de juger des enfants pour un acte qu'ils ont commis lorsqu'ils étaient âgés d'à peine 12 ans;
- Lorsqu'une amende infligée par le tribunal n'est pas payée, c'est au père ou au tuteur qu'il incombe d'en effectuer le paiement et ceux-ci peuvent être incarcérés à la place de l'enfant;
- Il convient de signaler que dès le moment de leur arrestation, les enfants sont détenus, avec les adultes, dans des prisons surpeuplées.

7. Tortures et répression en prison

En avril 1982, le chef d'état-major de l'armée israélienne de l'époque, M. Rafael Eitan, a publié un document qui trace les grandes lignes de la politique de répression israélienne. Ce document recommande l'utilisation des méthodes suivantes pour imposer un contrôle total sur le peuple palestinien : "Il est nécessaire de recourir à la force contre les provocateurs et les agitateurs et de les incarcérer dès que l'occasion s'en présente... Il convient, le cas échéant, d'utiliser les moyens légaux qui permettent de les incarcérer pour les soumettre à un interrogatoire (sans jugement) pendant une période déterminée par la loi puis de les libérer un jour ou deux avant de les incarcérer et de les torturer de nouveau". Ce document ainsi qu'un certain nombre d'autres ont été découverts à la suite de la condamnation de sept soldats israéliens qui a eu lieu au mois de décembre 1982.

Quant à l'ordonnance militaire No 378 qui a été promulguée par le général Eitan, chef d'état-major de l'armée israélienne, il permet d'appréhender et d'arrêter des Palestiniens sans autorisation spéciale pour une période maximale de 18 jours avant de les faire comparaître devant un tribunal.

Dans son numéro du 26 mars 1984, le Jerusalem Post a indiqué que les détenus palestiniens étaient soumis à des tortures, des brutalités et à des conditions inhumaines qui les brisaient psychologiquement". Selon ce même quotidien, les Palestiniens seraient frappés, dévêtus et systématiquement humiliés. Ils seraient incarcérés dans des toilettes avec de nombreux autres détenus et dans des cellules pleines d'eau.

III. Opération de représailles

1. Assignation à résidence forcée

Cette mesure consiste à empêcher les Palestiniens de se rendre dans une zone donnée ou de la quitter. Elle est fondée sur les articles 108 et 110 de la loi britannique de 1945 relative à l'état d'urgence. La durée de l'assignation à résidence n'est pas définie, elle peut aller de trois mois à quatre ans.

La décision d'assignation à résidence n'est pas notifiée au prévenu et les motifs de cette mesure ne sont pas communiqués à son avocat.

La Cour suprême israélienne précise à propos de l'affaire 36/981, "que la loi définit l'assignation à résidence comme une mesure préventive qui ne peut être appliquée que dans la nécessité de prévenir un danger manifeste".

Cela signifie que les autorités israéliennes répriment des actions qui ne sont pas encore survenues au lieu de juger des faits qui sont déjà intervenus.

2. Utilisation de gaz toxiques

Au lendemain d'une visite qu'il avait effectuée dans les territoires occupés au début du mois de février 1988, le père Donald E. Wagner, Président de la Campagne pour la protection des droits de l'homme en Palestine (Chicago), a signalé dans un rapport qu'il a présenté au Conseil des Eglises du Moyen-Orient que les autorités israéliennes utilisaient des gaz toxiques contre des civils et même contre des enfants. Il a notamment déclaré :

"Le 9 février 1988, je me suis rendu dans le camp de Dheishah, qui se trouve à proximité de la ville de Bethléem sur la Rive occidentale occupée. J'y ai vu un jeune enfant de 9 ans qui la veille, avait failli être enlevé par des colons israéliens armés à proximité de son domicile. Il est venu vers moi portant la capsule d'une bombe lacrymogène qui avait été lancée sur le camp à la fin de la semaine précédente. Il m'a ensuite conduit au domicile d'une jeune mère de 24 ans qui, jusqu'à la veille, se trouvait au septième mois de sa grossesse. La veille, au cours du dîner, un soldat israélien avait lancé une bombe lacrymogène dans son domicile et elle avait perdu son enfant. Lorsque je suis allé la voir pour la réconforter, sa soeur m'a fait savoir qu'elle avait été emmenée à l'hôpital pour subir une opération. La capsule que je tenais en main était couleur argent, de 15 centimètres de long et de 3,5 centimètres de diamètre. Elle contenait encore de la poudre noire qui, tombant de sa base, m'a irrité les yeux et m'a fait au visage une blessure que je porte encore. Cette capsule portait l'inscription suivante : '... FEDERAL LABORATORIES, INC., Pennsylvania 15681, USA... Made in the USA 123456789 MFG 1988'."

Dans son rapport, le père Wagner a déclaré que depuis le début de l'Intifada, l'avortement accidentel était un phénomène répandu, ce qu'a confirmé l'UNRWA, qui réalisait une étude sur la situation grave qui en découlait. Il a indiqué qu'à la lumière des preuves qu'il avait présentées, Israël menait une guerre chimique contre les habitants palestiniens de la Rive occidentale et de la bande de Gaza.

En concluant son rapport, le père Wagner a demandé aux autorités législatives des Etats-Unis d'examiner si l'expédition en Israël de gaz lacrymogènes, qui a eu lieu en janvier 1988, constituait une violation de la loi sur le contrôle des exportations d'armes qui a été promulguée par le Congrès en 1977* ou de tout autre texte ou instrument.

3. Démolition ou scellement d'habitations

Cette mesure se fonde sur l'article 119 de la loi britannique de 1945 relative à l'état d'urgence, et elle est prise contre toute personne coupable d'atteinte à la sûreté d'un Etat. Les habitations peuvent donc être démolies, même si elles abritent des familles entre lesquelles il n'existe aucun lien et même si l'inculpé n'en est pas propriétaire.

La décision concernant la démolition ou le scellement d'habitations est prise par le gouverneur militaire et est applicable sur le champ, de sorte qu'il est impossible d'en faire appel devant la Cour suprême.

Moshe Yangavi, Chef du Département du droit international du Ministère israélien de la défense, a indiqué en 1985 que lorsqu'une habitation était démolie ou scellée, elle devenait zone militaire et qu'il était donc hors de question et tout à fait impossible de faire appel de cette décision devant la Cour suprême.

Il y a lieu de souligner les faits suivants :

- Cette peine affecte arbitrairement une collectivité et punit des personnes qui ne sont accusées d'aucun crime;
- La décision de démolir ou de sceller une habitation peut être prise pour des raisons relevant de la sécurité d'une région donnée sans que personne n'ait été accusé d'un crime contre la sécurité.

4. Expulsion et déportation

Israël a élaboré un plan qui consiste, au cours de ses premières phases, à déporter hors de la patrie occupée un grand nombre de dirigeants et de jeunes Palestiniens. Il entend par là atteindre plusieurs objectifs : intimider les dirigeants de l'Intifada, qui savent que la déportation les contraindra à se séparer de la famille et à couper tous liens avec la terre, les relations et les intérêts qu'ils y possèdent. Cette mesure permet également de se débarrasser de certaines personnalités en vue de priver l'Intifada de ses principaux dirigeants.

La déportation constitue en fait le fondement de la stratégie israélienne, qui vise à vider progressivement la terre de ses habitants et à les remplacer par des colons pour en effacer le caractère arabe palestinien.

* Congressional Arms Export Control Act (1977).

En son article 49, la quatrième Convention de Genève interdit les transferts hors du territoire occupé, quel qu'en soit le motif et ne les autorise que si la sécurité de la population est menacée ou pour d'impérieuses raisons militaires. De plus, les évacuations ne peuvent s'effectuer qu'à l'intérieur des territoires occupés et la population ainsi évacuée sera ramenée dans ses foyers aussitôt que les hostilités auront pris fin.

Les mesures de déportation sont exécutées dans les conditions suivantes :

- Le gouverneur militaire adopte une décision de déportation à l'encontre d'une personne, quelle qu'elle soit, sur la base de l'article 1128 de la loi britannique relative à l'état d'urgence;
- La personne qui fait l'objet de cette décision peut saisir le Comité consultatif du district où la décision a été prise. Ce comité formule des recommandations qui peuvent être acceptées ou rejetées par le gouverneur militaire. Il y a lieu de signaler que le gouverneur militaire a un rang supérieur à celui des membres du Comité consultatif;
- Si le gouverneur militaire insiste pour procéder à la déportation de l'intéressé, celui-ci peut également saisir la Cour suprême. Toutefois, la décision de déportation est fondée sur des raisons secrètes dont l'intéressé et son défenseur ne peuvent avoir connaissance;
- La Cour suprême ne se prononce pas sur le fond de l'affaire en examinant les preuves présentées pour justifier l'ordre d'expulsion mais examine la question de savoir si le chef d'accusation qui a servi de base à la décision du gouverneur représente une menace pour la sécurité de l'Etat ou pour la sûreté publique.

5. Les coups et les matraqueuses entraînant fracture

La Commission internationale des juristes et du droit au service de l'homme a établi que les principales blessures sont infligées dans les jambes et les extrémités tandis que les fractures se produisent dans les mains, les jambes, les avant-bras et les genoux, ce qui tend à indiquer que les jambes ont été étirées et brisées délibérément et qu'il ne s'agit pas de coups administrés en légitime défense ou de coups ordinaires. La Commission a signalé que dans la bande de Gaza, outre les fractures aux jambes, les détenus présentent de nombreuses blessures à la tête.

Dans une lettre qu'il a adressée au Jerusalem Post (numéro du 11 février 1988), un professeur d'université, M. Stanley Cohen, a demandé qu'il soit mis fin à l'"occupation destructrice" de la Rive occidentale et de la bande de Gaza et a signalé dans sa lettre qu'un certain nombre d'experts juridiques avaient indiqué dans des déclarations publiées en Israël les 25 et 26 janvier 1988, que l'utilisation de coups comme punition corporelle sommaire constituait un "acte illégal" et que toute personne qui donnait ou exécutait un ordre dans ce sens devait être considérée comme un délinquant.

Dans son numéro du 11 février 1988, le Jerusalem Post a publié deux articles de Dvora Geltzler concernant les témoignages d'un certain nombre de réservistes comportant des dates et des heures précises. Ces témoignages avaient été rassemblés par Chaïke Grossman du Parti Mapam et Ran Cohen du Mouvement pour les droits des citoyens, puis envoyés au Ministre de la défense, Yitzhak Rabin. Dans leur lettre, ces personnalités insistaient sur la nécessité de mettre fin à la politique des autorités israéliennes consistant à infliger des fractures aux Palestiniens et déclaraient que si cette politique se poursuivait, ils saisiraient les tribunaux. Ils indiquaient également dans leur lettre que les forces d'occupation israéliennes avaient appréhendé 17 jeunes gens âgés de 17 à 20 ans, leur avaient lié les mains et les avaient fait s'asseoir sur le bord de la route, puis que des soldats du corps des Golani s'étaient mis à les frapper de la crosse de leur fusil et de leurs matraques et que, tandis que ceux-ci, gravement blessés, gisaient au sol, l'ordre avait été donné par radio de les "libérer". Les commandos auraient alors répondu : "Ils ne pourront plus bouger dorénavant!" Ensuite, ils ont chargé 15 de ces jeunes gens sur un camion et les ont jetés dans un oued.

6. Utilisation d'armes à feu contre les manifestants

La Commission internationale des juristes et du droit au service de l'homme a estimé que les soldats israéliens avaient tiré à balles réelles sur plus de 50 % des victimes, les atteignant essentiellement aux jambes afin de les estropier. De plus, les soldats avaient utilisé des balles à grande vitesse qui provoquent des fractures et la rupture interne des vaisseaux. Lorsqu'elles atteignent la partie inférieure du corps, ces balles provoquent des complications mais lorsqu'elles atteignent le tronc ou la tête, elles causent des lésions mortelles. La plupart des victimes qui ont dû être soignées avaient été atteintes de balles de type "dumdum" qui sont interdites à l'échelon international et qui causent des blessures extrêmement graves.

Sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza, l'armée israélienne a utilisé deux "escouades de la mort". Les membres de ces unités étaient vêtus en civil et avaient pour mission de liquider les éléments les plus actifs de l'Intifada. Ce fait a été confirmé par le correspondant de l'agence Reuters de Jérusalem qui a indiqué que les forces israéliennes utilisaient sur la Rive occidentale une unité militaire secrète connue sous le nom de "Duvdevan" ("Cerise") et, dans la bande de Gaza, une seconde unité dénommée "Shimshon" ("Samson"). Les méthodes utilisées par ces unités consistent à usurper l'identité de personnalités arabes et à se mêler aux manifestants afin d'arrêter les plus connus et les plus importants d'entre eux, ou encore à se faire passer pour des journalistes pour arrêter certaines personnes ou photographier des suspects.

Le correspondant de Reuters a indiqué que, le 9 octobre 1988, dans le village de Yata, à proximité de la ville d'Al Khalil (Hébron), des membres de l'unité Duvdevan avaient tué deux jeunes Arabes qui étaient recherchés par les autorités israéliennes. Le quotidien israélien Haaretz a interviewé les membres de la famille des deux jeunes gens ainsi que des témoins oculaires qui ont affirmé qu'un véhicule commercial Ford Transit portant une plaque minéralogique locale et dans lequel se trouvaient sept personnes vêtues de civil, était arrivé dans le village et qu'après avoir identifié les deux jeunes gens - Kamal Muhammad Hasan de 23 ans

soulèvement. Il a dit par la suite qu'il n'y avait pas de politique consistant à "frapper pour frapper" et que certains soldats outrepassaient leurs ordres. Toutefois, à la fin de janvier et en février, des médecins palestiniens et étrangers, des organisations de droits de l'homme et la presse internationale et israélienne ont fait état d'incidents fréquents dans lesquels des militaires des FDI se sont servi de matraques pour briser des bras et des jambes et ont roué de coups des Palestiniens qui ne participaient pas directement aux troubles ou qui refusaient de se laisser arrêter. Les soldats ont fait sortir beaucoup de gens de chez eux durant la nuit, les forçant à rester debout pendant des heures, et ont rassemblé des hommes et des jeunes garçons et les ont roués de coups à titre de représailles pour le lancement de pierres. Au moins 13 Palestiniens seraient morts de tels matraquages. A partir de la mi-avril, il n'a plus été fait état de fractures délibérées, mais les récits de matraquages brutaux ont continué. Le Procureur général israélien a critiqué cette politique et l'a déclarée illégale.

Trente-six Palestiniens ont été expulsés en 1988, contre neuf en 1987. De l'avis des Etats-Unis, ces expulsions sont contraires à la quatrième Convention de Genève. La Cour suprême israélienne a émis l'avis contraire dans une décision officielle.

Les cas de détention administrative ont fortement augmenté en 1988. On ne sait pas quel a été le plus grand nombre de personnes détenues en vertu d'une décision administrative à un moment donné, mais on sait qu'il y avait 2 600 détenus en septembre 1988. Le 28 novembre, d'après des chiffres communiqués par le Gouvernement israélien, il y en avait 1 590. Dans la plupart des cas, les mesures de détention portaient sur six mois mais, dans 20 % des cas, les ordres de détention ont été renouvelés. Les mesures de détention administrative sont ordonnées par les commandants militaires de district. En mars, des amendements à la réglementation en vigueur ont suspendu temporairement l'examen automatique des mesures de détention administrative au bout de 96 heures, qui étaient obligatoires précédemment, tout en laissant aux détenus la possibilité d'en appeler à un juge militaire. Des preuves secrètes sont souvent utilisées pour justifier une détention administrative et ne sont pas communiquées aux détenus et à leurs avocats pour le motif qu'elles doivent rester confidentielles pour des raisons de sécurité. De telles décisions peuvent faire l'objet d'un recours devant la Haute Cour, qui a le droit d'examiner les preuves secrètes, mais il n'y a pas de cas où les décisions aient été annulées. D'après les FDI, au début d'octobre 1988, les périodes de détention avaient été abrégées ou supprimées dans 587 cas.

Les autorités israéliennes soutiennent que les mesures de détention administrative ne sont utilisées que contre des personnes s'étant livrées récemment et à plusieurs reprises à des actes menaçant la sécurité et que les opinions et activités politiques ne sont pas des motifs de détention. Toutefois, Israël donne une définition très large au terme "sécurité" et, dans bien des cas, des individus semblent avoir été détenus pour des activités politiques que les autorités considèrent comme une menace à la sécurité. De nombreux individus, y compris des universitaires, des journalistes et des militants pour les droits de l'homme qui ne s'étaient pas livrés à des actes de violence ou à d'autres actes menaçant la sécurité et n'avaient pas non plus préconisé la violence, ont été détenus; il en est allé de même pour de nombreux membres des "comités populaires", organisations

et Fadl Ibrahim Shahhadah al-Najjar de 25 ans - les passagers de ce véhicule avaient ouvert le feu sur eux à bout portant et les avaient abattus.

IV. Témoignage de délégations étrangères

1. Rapport de l'Assemblée parlementaire pour la coopération euro-arabe

L'Assemblée parlementaire a envoyé une commission d'enquête en Israël dans les territoires occupés. Dans le rapport qu'elle a établi au cours du séjour qu'elle y a effectué du 31 janvier au 5 février 1988, la Commission a signalé les faits suivants :

1. Les autorités israéliennes ont empêché les membres de la Commission d'entrer dans les camps de réfugiés et dans les zones soumises au couvre-feu pour secourir les blessés et que les Israéliens se saisissaient des ambulances aux postes de contrôle et les utilisaient comme un cheval de Troie pour pénétrer à l'intérieur de ces zones et se livrer à des assassinats ou encore en frapper ou en arrêter les habitants;

2. Les forces israéliennes ont attaqué et pris d'assaut les hôpitaux, en détruisant le matériel et les équipements, séparant les malades de leurs familles, arrêtant les médecins ou leur faisant subir des humiliations;

3. Les autorités israéliennes ont entravé le programme d'immunisation et de soins thérapeutiques prénatals, notamment dans la bande de Gaza;

4. L'eau a été coupée dans les camps pendant trois ou quatre jours par semaine et un grand nombre de ces camps ont souffert d'une pénurie de denrées alimentaires et de matériel médical. De plus, les ordures se sont accumulées en raison de l'absence de services de voirie.

La Commission a recommandé que l'"ennemi armé" n'utilise pas de balles réelles pour réprimer des civils désarmés. De plus, la Commission a publié dans le quotidien français Le Monde du 13 février 1988 un long article sur la situation dans les territoires arabes occupés au cours de l'Intifada, telle qu'elle l'a vue et observée directement.

Les membres de la Commission ont affirmé avoir vu six jeunes soldats parcourir les camps, armés de matraques et jetant des grenades lacrymogènes de type CS-5 sur un groupe de femmes qui se rendaient vers l'un des centres du village portant le portrait de Yasser Arafat et entonnant des chants patriotiques et qui ne faisaient donc rien pour justifier une répression violente.

La Commission s'est rendue dans des hôpitaux et a appris des médecins que certains des malades en traitement avaient été atteints de balles de type "Dumdum" qui provoquent des blessures très graves.

De plus, la Commission a vu dans un hôpital une petite fille qui avait été gravement brûlée par des soldats israéliens qui avaient versé sur elle une carafe d'eau bouillante.

2. Rapport de la délégation du Parti libéral du Royaume-Uni

Une délégation du Parti libéral s'est rendue dans les territoires palestiniens occupés en juin 1988, soit peu après le début de l'Intifada. Cette délégation a souligné que l'Intifada se poursuivait avec autant de vigueur bien que la presse occidentale n'en relatait plus les événements avec autant d'enthousiasme. Le renforcement de la censure militaire que les autorités israéliennes imposaient sur tout ce qui se passait dans les territoires occupés expliquait en partie que ces informations ne soient pas parvenues aux médias internationaux.

Dans son rapport, la délégation a essentiellement mis l'accent sur les points suivants :

1) Les autorités israéliennes empêchent les Palestiniens de créer de nouvelles industries;

2) Les Palestiniens sont tenus de payer des impôts, ce qui constituait une violation des conventions de Genève;

3) Le maire adjoint de la ville d'Al Khalil (Hébron) a indiqué à la délégation que les Palestiniens sous occupation payaient chaque année près d'un milliard de dollars sous forme d'impôts directs et indirects et ne recevaient en contrepartie qu'un tiers de cette somme sous forme de services;

4) Les Israéliens ont confisqué un tiers de la superficie des plantations d'agrumes, interdisant les exportations et coupant l'eau à tel point que les agrumes ne pouvaient plus croître ou survivre;

5) Les Israéliens font travailler des enfants de la bande de Gaza, en violation de la loi. Ariel Sharon exploite lui-même des enfants dans sa ferme du Néguev. Les Israéliens font travailler ces enfants la nuit pour ne pas attirer l'attention des inspecteurs du travail israéliens;

6) De nombreux Palestiniens sortent chaque année des universités mais les possibilités d'emploi sont minimales ou inexistantes, notamment dans la bande de Gaza. Les diplômés des universités se trouvent dans l'obligation de travailler dans des fermes, des restaurants, des cafés, des stations d'essence, voire des chantiers de construction;

7) Le principal problème d'infrastructure est celui de l'eau. En 1936, un puits avait été creusé dans la Rive occidentale pour approvisionner en eau 20 000 résidents, mais, depuis, bien que la population se soit multipliée par cinq, aucun nouveau puits n'a été creusé. Les Israéliens interdisent en effet aux Palestiniens de creuser de nouveaux puits tandis qu'ils permettent aux colons israéliens qui résident illégalement dans cette zone de creuser les puits dont ils ont besoin. Ainsi, les colons de Kiryat Arba ont eu l'autorisation de construire des canalisations d'eau qui leur permettent de puiser dans la réserve de la ville de Hébron, ce qui a provoqué une diminution des réserves de cette ville qui, à présent manque d'eau tandis que la colonie continue d'être approvisionnée comme avant. De plus, les Palestiniens de cette ville paient leur eau cinq fois plus cher que les colons israéliens;

8) Les autorités d'occupation interdisent à quiconque d'entrer ou de sortir de la bande de Gaza. Un grand nombre de villes et de villages palestiniens sont ainsi soumis à un véritable blocus;

9) Depuis le début de l'Intifada, aucun permis n'est accordé aux Palestiniens âgés de 16 à 40 ans qui souhaitent quitter les territoires occupés;

10) Les Israéliens ont confisqué jusqu'ici plus de 50 % de l'ensemble de la superficie des territoires occupés;

11) Les autorités arrêtent un grand nombre de Palestiniens sans les faire passer en jugement. Personne n'a pu donner à la délégation le chiffre exact des personnes détenues et incarcérées mais on estime qu'il se situe entre 7 000 et 15 000;

12) Depuis le début de l'Intifada, les Israéliens regroupent des détenus politiques qui ont été condamnés à de longues peines dans une nouvelle prison du Néguev connu sous le nom d'"Ansar 3". Cette prison où l'eau et la nourriture sont rares et où les conditions d'hygiène sont déplorables est infectée de rats, de vipères et de scorpions et les détenus y sont constamment frappés;

13) Depuis le début de l'Intifada, les établissements culturels ont été fermés pendant des périodes prolongées. Quant aux sept universités palestiniennes, elles sont fermées depuis le début de l'Intifada;

14) Avant que ne commence le soulèvement populaire, les autorités israéliennes avaient adopté l'ordonnance militaire No 854, qui interdit à tout étudiant d'entrer à l'Université sans autorisation préalable des autorités militaires. Des restrictions similaires ont été imposées aux enseignants et aux employés;

15) Les manuels et les programmes scolaires sont soumis à une censure draconienne qui crée de graves problèmes;

16) Les châtiments collectifs qui sont infligés aux habitants des territoires occupés constituent une violation flagrante des Conventions de Genève. Les autorités israéliennes démolissent fréquemment les habitations. La délégation a pu observer sur l'ensemble des territoires occupés un grand nombre de maisons dynamitées. Leurs occupants avaient dû se loger dans des tentes à proximité de leur ancienne habitation qu'ils n'étaient pas autorisés à reconstruire.

Le correspondant du journal The Independent, Charles Richards, a écrit le 16 février 1988 que : "des soldats israéliens avaient fait sortir de leur habitation quatre jeunes palestiniens du village de Salim, les avaient violemment frappés et les avaient obligés à s'étendre au sol. Puis, à l'aide d'un bulldozer, ils les avaient enterrés vivants. Dès que les Israéliens avaient quitté le village, les habitants du village avaient déterré ces victimes qui étaient encore en vie mais dont deux étaient évanouies.

3. Rapport présenté au Comité des relations extérieures du Sénat des Etats-Unis au sujet des pratiques israéliennes en matière de droits de l'homme pour 1988

Le texte intégral de ce rapport figure en annexe au document publié sous la cote A/44/209-S/20564. En voici les passages essentiels :

"Le droit et les règlements administratifs israéliens interdisent strictement ce genre de pratique (la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants) pour lesquels les peines sont prévues par la loi. Toutefois, lorsque la sécurité l'exige, ces règles ne sont plus respectées. Le rapport Landau qui a été publié en 1987 a confirmé que le Shin Bet faisait usage depuis de nombreuses années de moyens de pression physiques et psychologiques pour obtenir des aveux de personnes suspectes.

Les citoyens israéliens peuvent se déplacer librement à l'intérieur du pays, sauf dans les zones de sécurité, dans les villages et quartiers faisant l'objet d'un décret administratif ou encore dans les zones où l'état d'urgence est en vigueur. En 1988, deux citoyens arabes israéliens ont été privés de la liberté de mouvement et soumis à une mesure de détention administrative. Les Israéliens peuvent se déplacer et circuler librement à l'intérieur des territoires occupés sauf dans les secteurs qui sont provisoirement fermés et proclamés zones militaires.

Les habitants palestiniens des territoires arabes occupés ont généralement le droit de se déplacer à l'intérieur d'Israël. Quant aux habitants des territoires occupés qui travaillent en Israël, ils doivent obtenir un permis pour y passer la nuit, bien que cette règle ne soit pas toujours appliquée. Par ailleurs, les Palestiniens, notamment les jeunes, n'ont pas le droit d'entrer à Jérusalem le vendredi, qui est une journée sainte pour l'Islam.

Les citoyens israéliens ont le droit de voyager et d'émigrer, à condition d'avoir rempli leurs obligations militaires et de ne pas avoir fait l'objet d'un ordre d'internement administratif. Toutefois, les restrictions de voyage ont été de nouveau imposées en 1988 à des Arabes israéliens du parti de la Liste progressiste pour la paix. Ceux-ci se sont vu interdire tout déplacement dans les territoires occupés et à l'étranger. Le Gouvernement israélien n'a donné aucune explication officielle pour justifier ces mesures.

Israël accorde à tout Juif, y compris aux Israéliens qui ont quitté le pays, le droit au retour et à la naturalisation. Il prive cependant de ce droit les Arabes qui vivaient dans la Palestine du mandat et qui ont quitté la région devenue en 1948 Etat d'Israël.

Les Etats-Unis considèrent que l'occupation israélienne est régie par les Conventions de La Haye de 1907 et la quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre de 1949. Israël nie que la quatrième Convention de Genève s'applique à la Rive occidentale et à Gaza mais déclare observer les dispositions humanitaires de la Convention dans

ces zones. Israël applique le droit jordanien sur la Rive occidentale et le droit du mandat britannique à Gaza, ainsi que ses propres décrets militaires qui ont sensiblement modifié les législations en question.

Les troubles civils, qui reflètent l'opposition des Palestiniens à l'occupation, se sont traduits au cours des 21 dernières années par un certain nombre d'actes de violence qui, à leur tour, ont suscité périodiquement une vive répression de la part des forces militaires israéliennes. Depuis décembre 1987, l'occupation est entrée dans une nouvelle phase, connue sous le nom d'Intifada, où les désordres ont pris une extension et une intensité sans précédent. Ces désordres étaient essentiellement le fait de jeunes des deux sexes mus par des sentiments de patriotisme palestinien et par le désir de voir cesser l'occupation. Ces jeunes ont formé des groupes, lancé des appels à la grève qu'il ont fait respecter, lancé des pierres et des cocktails Molotov sur les forces de sécurité et les véhicules civils israéliens ou érigé des barricades et brûlé des pneus pour entraver la circulation. Le Gouvernement israélien a considéré le soulèvement comme une nouvelle phase de la guerre de 40 ans menée contre Israël et comme une menace à la sécurité de l'Etat. Les forces de défense israéliennes, prises par surprise et non entraînées au contrôle des émeutes, ont eu des réactions qui ont entraîné une augmentation sensible des violations des droits de l'homme.

Toutefois, lors de centaines d'affrontements entre des militaires des FDI et des Palestiniens lançant des pierres ou des cocktails Molotov ou se livrant à d'autres atteintes à l'ordre public, les FDI ont fréquemment réagi en tirant et ont fait des victimes. On ne dispose pas de chiffres précis sur le nombre des victimes et les estimations varient selon les sources et les critères de dénombrement. D'après des chiffres recueillis dans la presse et auprès de sources palestiniennes et gouvernementales israéliennes, 366 Palestiniens ont été tués en 1988 par suite du soulèvement, la plupart par les FDI et certains par des colons israéliens. Treize Palestiniens ont été tués par d'autres Palestiniens qui les soupçonnaient de collaboration avec les autorités israéliennes. Plus de 20 000 Palestiniens ont été blessés par les FDI. Onze Israéliens ont été tués durant l'Intifada. D'après des statistiques des FDI, 1 100 Israéliens environ ont été blessés.

Dans la plupart des cas, les morts ont été imputables à des balles rondes standard à haute vélocité tirées par les FDI essayant de mettre fin à des incidents durant lesquels des pierres ou des cocktails Molotov étaient lancés ou des suspects cherchaient à prendre la fuite. D'après les règlements des FDI, l'usage d'armes à feu est autorisé lorsqu'il existe un danger de mort réel et immédiat pour les militaires. Ceux-ci ne sont autorisés à tirer que sur un assaillant précis, ne doivent viser que les jambes et ne peuvent tirer contre un suspect prenant la fuite que s'il est soupçonné d'un crime grave et qu'en dernier recours. Les soldats ne peuvent ouvrir le feu qu'après avoir épuisé tous les autres moyens - gaz lacrymogènes, balles en caoutchouc et tirs d'avertissement. Ces directives n'ont souvent pas été suivies. Les soldats ont fréquemment ouvert le feu dans des situations qui ne présentaient pas de danger mortel pour des militaires et ont fait de nombreux morts et blessés qui auraient pu être évités.

En septembre, les FDI ont décidé d'autoriser le tir de balles en plastique pour mettre fin aux manifestations ou empêcher les meneurs d'agir dans des situations où la vie des forces de sécurité n'était pas en danger, et de faire plus de blessés. Les FDI affirment que les balles de plastique sont moins meurtrières que les balles de plomb. Bien qu'il n'existe aucun chiffre précis, plusieurs décès ont été attribués à des balles de plastique et le nombre des blessés a augmenté. On signale en outre que 13 personnes sont mortes des coups qui leur avaient été portés et quatre autres sont mortes des gaz lacrymogènes utilisés par les FDI dans des espaces clos. On ne dispose pas de chiffres exacts et les estimations varient. Diverses informations font état de cas où des blessés palestiniens sont morts parce que les FDI avaient retardé l'arrivée d'ambulances ou parce que, pour une raison quelconque, les blessés avaient été transportés trop tard dans un hôpital. Il y a eu cinq cas, en 1988, où des Palestiniens non armés sont morts en détention dans des circonstances douteuses ou ont manifestement été tués par ceux qui les gardaient.

La torture est interdite par le droit israélien et les autorités israéliennes affirment ne pas l'approuver. En 1987, le rapport d'une commission judiciaire spéciale dirigée par l'ancien Président de la Cour suprême Landau a confirmé que le Shin Bet faisait usage depuis de nombreuses années de moyens de pression physique et psychologique pour extraire des confessions à des suspects. Le rapport a recommandé que des "moyens de pression physique et psychologique" limités et clairement circonscrits (qu'elle a définis dans une annexe secrète) puissent être appliqués dans des circonstances appropriées. Des informations concernant le ~~matraquage de suspects et de détenus~~ continuent d'être reçues de même que des informations sur des traitements très durs et dégradants infligés à des prisonniers et à des détenus. Les Palestiniens et des groupes internationaux de défense des droits de l'homme déclarent que d'autres pratiques, y compris celles consistant à forcer des prisonniers à rester dans la même position pendant des périodes prolongées, le supplice de la cagoule, la privation de sommeil et le recours à des douches froides, ont continué depuis le rapport Landau. De nombreuses condamnations dans des affaires de sécurité sont fondées sur des aveux. Les avocats ne sont normalement pas autorisés à voir les clients avant la fin des interrogatoires. Le Comité international de la Croix-Rouge peut entrer en contact avec les détenus 14 jours après leur arrestation.

Depuis le début du soulèvement en décembre 1987, le nombre de prisonniers palestiniens est passé d'environ 4 700 à environ 10 000. D'après des chiffres publiés par les FDI le 28 novembre, 5 656 Palestiniens étaient détenus dans des prisons ou des centres de détention. Sept centres de détention militaire ont été ajoutés aux deux installations existantes, mais les installations sont gravement surpeuplées. Les conditions de vie dans les installations de détention militaire varient. Les sévices étaient particulièrement graves dans la nouvelle installation de Dahariya, mais la situation s'y est améliorée après des changements de personnel et des mesures disciplinaires. Au début de 1988, lors d'incidents liés au soulèvement, il y a eu de nombreux cas de matraquage de Palestiniens non armés et de personnes non mêlées à des actes de violence. Le 19 janvier, le Ministre de la défense a annoncé une politique "d'usage de la force et des coups" pour mater le

interdites qui appuient le soulèvement par des activités diverses, y compris des activités non violentes. Des responsables israéliens ont confirmé que dans certains cas, la libération d'un détenu dépend du comportement des habitants du secteur où il habite.

Depuis mars, les FDI ont, à divers moments, transféré plus de 2 000 personnes détenues sur mesure administrative des territoires occupés vers un centre de détention situé dans le désert du Negev, près de Ketziot, à l'intérieur d'Israël. A son maximum en 1988, le camp contenait près de 3 000 détenus mais, à la fin de 1988, il n'y en avait plus qu'environ 1 200. Les Etats-Unis considèrent que le transfert de prisonniers depuis les territoires occupés est contraire à la quatrième Convention de Genève. Toutefois, la Cour suprême israélienne, en rejetant une requête présentée par les détenus de Ketziot, a statué que les dispositions de la Convention ne pouvaient être appliquées par un tribunal israélien, car elles n'avaient pas été incorporées dans la législation intérieure israélienne. La Cour a statué, en se fondant sur une ordonnance de 1988 relative à la détention militaire et à un article d'une loi de 1987 portant amendement et prorogation des règlements d'urgence, que les commandants militaires israéliens avaient le droit d'ordonner que des personnes soient détenues à l'intérieur même d'Israël et que les intéressés pouvaient être détenus en Israël si l'ordre de le faire était édicté en Israël. Les conditions de vie à Ketziot sont pénibles et le camp est surpeuplé. Les prisonniers doivent vivre dans des tentes qui ne sont pas conçues pour des séjours de longue durée.

Les personnes arrêtées pour des crimes de droit commun dans les territoires occupés ont généralement la possibilité de demander leur libération sous caution, de communiquer avec un avocat et d'être informées des accusations portées contre elles, bien que l'exercice de ces droits puisse parfois être retardé. Les personnes peuvent être gardées à vue sans mandat pendant 96 heures et sans inculpation officielle pendant 18 jours. La période normale de détention après inculpation est de 60 jours avant l'ouverture du procès. Un juge de la Cour suprême peut approuver des prolongations de trois mois.

Les personnes détenues pour des raisons de sécurité ne peuvent généralement pas être libérées sous caution et n'ont généralement pas le droit de communiquer avec un conseil pendant 18 jours. Ce droit peut leur être refusé indéfiniment pour des raisons de sécurité si les responsables estiment que les contacts avec un avocat entraveraient l'enquête. De nombreuses personnes soupçonnées d'atteintes à la sécurité sont arrêtées sans mandat. La loi le permet pour une période allant jusqu'à 96 heures. Il est arrivé que des fonctionnaires refusent de donner une réponse à des agents consulaires qui demandaient, au nom de ressortissants de leurs pays, si des personnes étaient détenues. Il est courant que les autorités refusent d'aviser des tiers, y compris des parents proches, de l'arrestation et ce refus peut durer jusqu'à 14 jours en vertu de la loi.

Les FDI ont imposé beaucoup plus fréquemment des couvre-feux, avec souvent obligation de rester chez soi, dans les zones palestiniennes où il y avait eu des explosions de violence ou lorsque les autorités ont estimé que des manifestations violentes risquaient de se produire. Les couvre-feux, souvent de longue durée, sont très pénibles pour tous les habitants.

Les autorités militaires peuvent entrer, sans mandat, chez des particuliers et dans des institutions privées, à des fins de sécurité. En 1988, ces visites domiciliaires ont souvent donné lieu à des matraquages et à des dégâts matériels ainsi qu'à des arrestations. Les agents de sécurité ont fréquemment interrogé des Palestiniens sur leurs opinions politiques et, dans certains cas, cet interrogatoire a donné lieu à une détention de courte durée.

Au moins 154 maisons appartenant à des Arabes ont été démolies ou scellées pour des raisons de sécurité, ce qui a affecté plus de 1 000 personnes. Sur ces 154 maisons, 101 ont été démolies totalement, 7 démolies partiellement, 43 scellées totalement et 3 scellées partiellement. Les autorités israéliennes ont pris ces mesures dans des cas où les occupants étaient accusés d'avoir participé à des incidents affectant la sécurité, mais avant qu'il y ait procès et condamnation. Les démolitions ont parfois endommagé accessoirement des maisons voisines. La décision de démolir ou de sceller une maison est prise par le commandant militaire de zone. En avril, dans le village de Beit, situé sur la Rive occidentale, les FDI ont démoli 16 maisons avant d'avoir reçu les ordres requis. Douze des propriétaires ont accepté l'indemnité de 10 à 100 % que leur offrait le CIVAD. Les quatre autres continuent à négocier.

Dans le cadre d'un effort visant à mettre fin au soulèvement, les autorités israéliennes ont imposé des restrictions croissantes à la liberté d'expression et à la presse en 1988, en faisant état de raisons de sécurité. Les Palestiniens considèrent que ces restrictions sont arbitraires et dictées par des considérations politiques. Le droit international d'occupation permet à une puissance occupante d'imposer des restrictions à la liberté d'expression et à la presse. La presse de langue arabe, sise essentiellement à Jérusalem-Est, a été autorisée à critiquer les politiques israéliennes dans une certaine mesure. Par trois fois au moins, la diffusion de la presse arabe de Jérusalem-Est, sur la Rive occidentale et à Gaza, a été interdite temporairement. Les publications palestiniennes sont tenues de soumettre tous les textes se rapportant à la sécurité, à l'ordre public, et à la sûreté d'Israël et des zones occupées aux autorités militaires pour censure préalable. Dans la pratique, cette obligation est interprétée très largement. Certains articles et certains éditoriaux concernant le soulèvement et les objectifs politiques des Palestiniens ont été autorisés, mais la censure a augmenté et des centaines d'articles et d'éditoriaux ont été expurgés. Les autorités israéliennes ont pris des mesures de détention administrative contre au moins 39 journalistes et éditeurs palestiniens en invoquant des raisons de sécurité et de nombreux autres ont été interrogés. La principale agence de presse palestinienne a été fermée pendant six mois en mars et l'ordonnance a été reconduite en septembre. Une revue d'information de langue arabe a été fermée pour une période indéterminée et la distribution de chacun des quatre quotidiens de langue arabe sur la Rive occidentale et à Gaza a été interdite une ou plusieurs fois pendant des périodes allant jusqu'à 45 jours.

Une autorisation est nécessaire pour l'importation de publications dans les territoires. Les écrits importés peuvent être censurés ou interdits parce que leur contenu est antisémite ou anti-israélien ou parce qu'ils sont favorables au nationalisme palestinien. La possession de textes interdits, par exemple de tracts sur le soulèvement, est interdite. Les FDI ont périodiquement proclamé la

fermeture des territoires occupés ou de certains secteurs en vue d'en exclure les journalistes tant locaux qu'internationaux; des responsables des FDI dans les territoires ont souvent pris de telles décisions sur les lieux pour empêcher la venue de journalistes. Les reportages par des journalistes étrangers sont soumis à la censure en vertu d'un système d'autodiscipline. Les autorités israéliennes ont enlevé temporairement leur carte de presse à cinq journalistes étrangers accusés d'avoir violé les règles de censure.

Les autorités israéliennes ont fermé toutes les universités palestiniennes sur la Rive occidentale et à Gaza toute l'année pour le motif qu'elles contribuaient à la violence. Toutes les écoles professionnelles, secondaires et primaires de la Rive occidentale avaient été fermées pendant plus de six mois, soit la plus grande partie de deux semestres, mais ont commencé à rouvrir le 1er décembre. Les écoles de Gaza ont été ouvertes pendant la plus grande partie de l'année scolaire. Des classes *ad hoc*, organisées hors campus par des parents et des enseignants, ont parfois été interdites pour des raisons de sécurité. Il est interdit d'arborer le drapeau palestinien, ou ses couleurs, ou des slogans nationalistes palestiniens, de même que de se prononcer publiquement en faveur de l'OLP. Des individus ont été arrêtés ou roués de coups, ou forcés d'enlever des drapeaux et d'effacer des graffiti nationalistes. Les propriétaires d'immeubles peuvent être condamnés à des amendes pour ne pas avoir enlevé les graffiti. Actuellement, il semblerait que nul n'ait été inculpé à ce titre. Le porte-parole des FDI a déclaré que le fait d'arborer des drapeaux ou de posséder des écrits nationalistes, y compris des tracts sur l'Intifada, peut être interprété comme dénotant l'appartenance à un comité populaire, délit passible d'une peine maximum de 10 ans de prison.

Les partis politiques et autres groupes considérés comme ayant un caractère essentiellement politique ne sont pas autorisés. Une autorisation est requise pour les réunions publiques de plus de 10 personnes. Les Palestiniens méconnaissent souvent cette règle, mais différentes réunions ont été interrompues ou empêchées par les FDI.

En 1988, les services publics assurés par les municipalités et l'administration civile ont été réduits par suite d'une forte diminution des recettes fiscales due à des grèves, à un boycottage des impôts et aux perturbations économiques liées au soulèvement. En conséquence, des organisations caritatives, communautaires, professionnelles et d'auto-assistance palestiniennes ont pris en charge une partie de ces services. Les autorités israéliennes ont pris des mesures de plus en plus strictes pour réprimer ces organisations, de crainte qu'elles n'appuient le soulèvement et l'OLP et n'empiètent sur l'autorité des organes locaux et du CIVAD. Les activités interdites ont compris des classes organisées chez des particuliers en raison de la fermeture forcée d'écoles et la fourniture de secours à des familles dont certains membres avaient été tués, blessés ou emprisonnés durant le soulèvement. Des personnes participant à de telles activités ont souvent été arrêtées, interrogées ou se sont vu refuser la permission de voyager pour le motif qu'elles appuyaient le soulèvement. L'Association pour la défense des droits civils en Israël s'est déclarée préoccupée par une ordonnance militaire interdisant les "comités populaires" qui sont des organisations locales appuyant le soulèvement par diverses activités, y compris des activités non violentes. La Fédération des syndicats professionnels de la Rive occidentale a été fermée pour un an, pour des raisons dites de sécurité.

La liberté de mouvement a été limitée périodiquement sur la Rive occidentale et à Gaza par des douzaines de couvre-feux imposés par les FDI (l'Organisation palestinienne des droits juridiques al-Haq les chiffre à 1 600), et qui ont souvent été prolongés pour décourager les manifestations. Les couvre-feux ont duré de quelques heures à deux semaines. Sauf dans le cas d'un couvre-feu ayant duré une semaine, durant les couvre-feux prolongés les habitants ont été généralement autorisés à sortir de chez eux pendant de courtes périodes clairement définies pour se procurer des denrées alimentaires et obtenir des soins médicaux. Les couvre-feux ont rendu la vie très pénible.

Par trois fois au moins, les FDI ont pris des décisions soumettant des villages à des blocus prolongés ou ont pris d'autres mesures visant à empêcher des agriculteurs et des marchands à récolter et à vendre leurs produits ou à les exporter en Jordanie. Les autorités israéliennes ont fait valoir qu'elles avaient pris ces mesures pour persuader les résidents de cesser de lancer des pierres et de mettre fin à d'autres activités liées au soulèvement ou d'indiquer où se trouvaient des suspects.

Environ 100 000 Palestiniens de la Rive occidentale et de Gaza se rendent tous les jours en Israël pour travailler. Les travailleurs doivent être munis de permis pour passer la nuit, mais cette règle n'est pas toujours appliquée. De nombreux travailleurs sont restés chez eux durant les grèves générales organisées par les dirigeants du soulèvement, certains sous la contrainte, mais dans la plupart des cas volontairement.

Des milliers de Palestiniens des territoires se rendent chaque année à l'étranger, mais les autorités israéliennes ont imposé des restrictions croissantes à ces voyages en 1988. Certains militants politiques ont été empêchés de se rendre à l'étranger sur ordre des commandants militaires ou n'ont obtenu des visas de sortie ou des laissez-passer que tardivement.

Il n'existe pas d'obstacle à l'émigration. Israël refuse parfois de renouveler les laissez-passer de Palestiniens des territoires qui habitent ou travaillent à l'étranger, en faisant valoir qu'ils ont renoncé à leurs droits de résidence même s'ils n'ont pas acquis de nationalité étrangère. Ceux qui acquièrent une nationalité étrangère ne sont ordinairement pas autorisés à résider à nouveau dans les territoires occupés. Ils ne sont autorisés à revenir qu'en qualité de touristes et l'entrée dans les territoires leur est parfois refusée entièrement. La règle limitant à trois mois les visas touristes pour les séjours de Palestiniens semble être appliquée sur une base ad hoc. Les demandes présentées au titre de la réunification des familles ne sont satisfaites que dans certains cas. Les personnes qui épousent des Palestiniens dans les territoires occupés ne sont généralement pas autorisées à y élire résidence.

Israël a également refusé d'autoriser le retour de nombreux Palestiniens résidant précédemment sur la Rive occidentale mais qui, pour une raison quelconque, ne se trouvaient pas dans les territoires à l'époque du recensement de 1968 faisant suite à la guerre de juin. Les Palestiniens affirment que des milliers de demandes au titre de la réunification des familles sont en attente. D'après le Gouvernement israélien, en 1988, 300 demandes de réunification des familles, touchant

607 personnes, ont été approuvées. Les responsables israéliens reconnaissent que la réunification des familles est limitée pour des raisons démographiques et politiques et affirment que les lois de l'occupation n'obligent pas Israël à autoriser l'immigration dans les territoires. Les restrictions en matière de résidence, de réadmission et de réunification des familles ne s'appliquent pas aux Juifs, qu'ils soient ou non ressortissants israéliens.

Les colons juifs dans les territoires occupés sont assujettis au droit israélien, tandis que les Palestiniens sont assujettis au droit de l'occupation militaire israélienne. Dans le cadre du régime différent appliqué aux Palestiniens et aux Israéliens, les Palestiniens jouissent d'un traitement moins favorable que les colons juifs des mêmes secteurs en ce qui concerne une large gamme de questions telles que le respect de la légalité, les droits de résidence, la liberté de mouvement, la vente de récoltes et de biens, l'utilisation du sol et de l'eau, et l'accès aux services sanitaires et sociaux. Les colons juifs accusés d'infractions aux règlements de sécurité ont généralement bénéficié d'un traitement plus indulgent que les Palestiniens coupables d'infractions similaires. Les auteurs de crimes contre des Israéliens sont souvent poursuivis plus vigoureusement que les auteurs de délits contre des Palestiniens. En juin, la Cour suprême a confirmé qu'Israël avait le droit de refuser un permis de séjour à un militant palestinien, né à Jérusalem-Est, qui avait acquis une nationalité étrangère et de l'expulser. Les Juifs conservent leur droit de séjour en vertu de la loi israélienne du retour, qu'ils aient ou non acquis une nationalité étrangère.

L'usage de terrains par les autorités israéliennes à des fins militaires, pour la construction de routes et de colonies et à d'autres fins israéliennes dont les Palestiniens sont exclus est une pratique discriminatoire à l'encontre des Palestiniens et affecte négativement leur vie et leurs activités économiques. Environ 2,5 % de la superficie totale de la Rive occidentale et de Jérusalem-Est ont été transférés à des ressortissants israéliens pour être utilisés par des colons à des fins résidentielles, agricoles et industrielles. Les Palestiniens ne participent pas au Conseil supérieur de la planification, qui planifie l'utilisation des sols dans les territoires et exerce depuis 1971 certains pouvoirs qui appartenaient précédemment aux conseils locaux, municipaux et de village."

V. Statistiques

Tableau 1

Nombre de victimes par catégorie d'âge :

Age	Déc. 1987	Janv. 1988	Févr. 1988	Mars 1988	Avril 1988	Mai 1988	Juin 1988	Juil. 1988	Août 1988	Sept. 1988	Total
Moins de 10 ans	-	5	4	7	4	1	3	1	2	1	26
10 à 20 ans	27	15	20	27	16	8	5	14	12	11	155
20 à 30 ans	21	20	22	26	26	7	12	14	16	15	181
30 à 40 ans	2	6	6	11	4	1	1	1	-	1	33
40 à 100 ans	4	13	8	10	17	3	3	5	3	5	71
Total	54	59	60	83	67	20	24	35	33	33	468

Tableau 2
Nombre de victimes par cause du décès

Mois	Balles de plastique	Balles réelles	Gas	Torture	Ecrasement	Electricité	Assassinat	Enlèvement	Brûlure	Noyade	Total
Déc. 1987	50	-	-	.	4	-	-	-	-	-	54
Janv. 1988	31	6	22	-	-	1	-	-	-	-	60
Févr. 1988	45	1	8	2	2	-	-	2	-	-	60
Mars 1988	65	1	15	-	3	-	-	1	-	-	85
Avril 1988	52	-	14	1	-	-	1	-	-	-	68
Mai 1988	14	-	2	1	-	-	-	1	-	2	20
Juin 1988	13	-	7	3	-	-	1	-	-	1	25
Juil. 1988	21	2	2	5	-	-	-	2	-	1	33
Août 1988	17	-	2	3	1	-	2	1	4	-	30
Sept. 1988	22	-	3	2	3	-	-	1	-	-	31
Total	300	10	75	17	15	1	4	8	4	4	488

Tableau 3

Nombre de victimes (octobre)

Age	Total	Balles	Gaz	Ecrasement	Coups et torture
Moins de 10 ans	3		3		
10 à 20 ans	16	13		2	1
20 à 30 ans	9	4	-	3	2
30 à 40 ans	6	3	1	-	2
Plus de 40 ans	2	1	-	1	-

Tableau 4

Nombre de victimes (novembre 1988)

Age	Numéro	Balles	Gaz	Coups	Ecrasement
Moins de 10 ans	2	2	-	-	-
10 à 20 ans	7	7	-	-	1
20 à 30 ans	9	8	-	1	-
30 à 40 ans	7	1	-	-	-
Plus de 40 ans	2	1	1	-	-
Total	27	18	1	1	1

Tableau 5

Démolition d'habitations (novembre 1988)

	Nombre d'habitations	Date
1	18 maisons dans le village de Tayyibah	8 novembre 1988
2	8 maisons dans la zone de Jiftlik-Naplouse	11 novembre 1988
3	8 maisons dans la bande de Gaza	11 novembre 1988
4	5 maisons dans la région de Ghirdiyah-Jérusalem	12 novembre 1988
5	2 maisons dans le village de Salfit	11 novembre 1988
6	1 maison dans le village de Sartah	11 novembre 1988
7	2 maisons dans le village de Wadi Fukin (Bethléem)	12 novembre 1988
8	5 maisons à Wadi al-Fari'ah (Naplouse)	12 novembre 1988
9	8 maisons dans le village d'Aqrabaniyah	11 novembre 1988
10	4 maisons dans le village de Nasraniyah	11 novembre 1988
11	1 maison dans le village de Abou al-Haija (Dora)	11 novembre 1988
12	4 maisons dans le village d'Assun (Tulkarm)	21 novembre 1988
13	1 ferme dans le village d'Assun (Tulkarm)	21 novembre 1988
14	1 maison dans le village de Ra's al-Fari'ah	21 novembre 1988
15	3 maisons à Tubas	21 novembre 1988
16	1 maison dans la région de Yamun	22 novembre 1988
17	1 maison à Jenin	25 novembre 1988
18	1 maison dans le village de Saris (Jenin)	25 novembre 1988
19	2 maisons dans le village de Saris (Jenin)	28 novembre 1988
20	4 maisons dans le village de Khadr (Bethléem)	28 novembre 1988
21	3 maisons dans le camp de Jalazone	28 novembre 1988

/...

	Nombre d'habitations	Date
22	1 maison à Ramallah	28 novembre 1988
23	1 maison à Abud (Ramallah)	29 novembre 1988
24	2 maisons à Al-Khalil (Hébron)	29 novembre 1988
25	8 maisons dans la région de Jalazone	29 novembre 1988
26		

Tableau 6

Liste de journalistes palestiniens placés en détention administrative

1. Salah Zahuqi (37 ans), de Jérusalem, rédacteur du quotidien Al-Shaab. M. Zahuqi a été arrêté en janvier 1987 et a été détenu pendant six mois dans la prison de Ramallah. Il a été de nouveau arrêté en septembre 1988.
2. Naïm Tubasi (36 ans), d'Al Khalil (Hebron), correspondant du même quotidien à Ramallah. M. Tubasi a été arrêté en mars 1987 et condamné à six mois de prison. Libéré, il a été de nouveau incarcéré en novembre 1988. Il se trouve actuellement dans la prison d'Ansar.
3. Nabhan Karshah (35 ans), de Tul Karm. M. Karshah est le correspondant du journal Al-Fajr. Il a été condamné en février 1987 à une peine de six mois de prison, libéré, puis de nouveau arrêté en octobre 1988. Il se trouve actuellement au centre de détention d'Ansar.
4. Taha al Mutawakkil (31 ans), Président de la Ligue des écrivains arabes, de la ville de Qalqilya. M. Mutawakkil était rédacteur du journal Al-Awdah. Il a été arrêté en février 1987 et condamné à une peine de six mois de prison. Relâché au terme de sa peine, il a été de nouveau arrêté en octobre 1988 et se trouve actuellement dans la prison d'Ansar.
5. Majid Farraj (24 ans), de Bethléem. Rédacteur et correspondant à l'Agence de presse de Bethléem. Il a été arrêté en février 1987 et se trouve jusqu'à ce jour dans le camp d'Ansar.
6. Adnan al-Damiri (32 ans), de Tul Karm. Correspondant du journal Al-Awdah avant que celui-ci ne soit interdit. Il est incarcéré depuis le mois de mars 1987. Il se trouve actuellement dans la prison d'Ansar.
7. Abdallah Awad (36 ans), de Ramallah. M. Awad est membre du Comité de rédaction de la revue politique Al-Bayadir al-Siyasiyah. Il a été arrêté au milieu de l'année 1987 et se trouve encore en détention. Il a été accusé de syndicalisme et d'atteinte à la sécurité de l'Etat. On ignore le lieu de sa détention.
8. Basim Safikhat (26 ans), de Tul Karm, correspondant d'Al-Fajr. M. Safikhat a été arrêté le 2 mars 1988 et se trouve jusqu'à ce jour en détention dans la prison d'Ansar.
9. Ahmad Tawatah (32 ans), de Bayt Fakhkhar. Correspondant du Bureau de presse de Bethléem. M. Tawatah a été arrêté en 1988 et purge actuellement sa peine au camp d'Ansar.
10. Mahmud Rimahi (42 ans), de Ramallah, correspondant du journal Al-Fajr. M. Rimahi réside dans le camp de réfugiés de Jalazone. Il a été condamné à une peine d'emprisonnement de cinq ans pour atteinte à la sécurité. Il est détenu dans un établissement pénitentiaire à proximité de Naplouse.

11. Musa Taradat (38 ans), du village de Saïr, à proximité d'Al Khalil (Hebron), correspondant du journal Al-Fajr. M. Taradat a été arrêté en juin 1988, puis libéré, puis arrêté de nouveau en novembre 1988. Il se trouve actuellement au camp de détention d'Ansar.
12. Hasan Abdullah (40 ans), de Jérusalem, correspondant du journal Al-Natig avant qu'il ne soit interdit. M. Abdullah a été condamné en 1986 à une peine de trois ans pour atteinte à la sécurité. Il se trouve encore dans le camp d'Ansar.
13. Nayef Suwaytat (31 ans), de Jenin, correspondant d'Al-Fajr, en détention à Ansar depuis mai 1988.
14. Hatim Abd al-Qadir (34 ans), de Jérusalem, rédacteur en chef du quotidien Al-Fajr. M. Abd al-Qadir a été arrêté en mai 1988, puis libéré, et arrêté de nouveau en octobre. Il est actuellement incarcéré dans le centre de détention de Beersheva.
15. Tabel Abu Afifi (33 ans), de Shuafat, rédacteur du quotidien Al-Fajr. M. Abu Affifi a été arrêté en juin 1988, puis libéré, et arrêté de nouveau moins d'un mois plus tard, en juillet. Il se trouve actuellement dans la prison de Ramlah.
16. Muhammed Abu Labdah (35 ans), de Jérusalem, membre du Comité de rédaction d'Al-Fajr et de l'administration du Syndicat des journalistes palestiniens. M. Abu Labdah a été arrêté en novembre 1988, détenu pendant neuf jours, puis libéré, puis arrêté de nouveau. Il est actuellement détenu à Ansar.
17. Salah Al-Dayri (38 ans), de Bethléem, membre de l'Agence de presse de Bethléem. M. Al-Dayri a été arrêté en août 1988.
- 18.
19. Musa Qaws (30 ans), de Jérusalem. M. Qaws a été arrêté en août 1988 et menacé de déportation. Il est actuellement détenu à Ansar.
20. Rida Zawriyah (30 ans), de Naplouse, rédacteur dans un journal local. M. Zawriyah a été arrêté en octobre 1988; il est actuellement détenu à Ansar.
21. Rizq Bayari (28 ans), de Gaza, correspondant du quotidien Al-Shaab; M. Bayari a été arrêté le 2 août 1988; il se trouve actuellement au centre d'Ansar.
22. Jamal Faraj (27 ans), du camp de Dheisheh, travaille dans un journal local; M. Faraj a été menacé de déportation et arrêté en août 1988; il est actuellement détenu à Ansar.
23. Hasan Sarandah (35 ans), de Jérusalem, correspondant du journal Al-Shaab; M. Sarandah a été arrêté en août 1988, il est actuellement détenu à Ansar.

24. Hisham Abu Ruma (33 ans), de Tul Karm, correspondant du journal Al-Fajr;
M. Abu Ruma est détenu à Ansar depuis le mois de juin 1988.

Note : A l'exception d'Abdullah Awad et de Mahmud Rimahi, qui ont été jugés,
toutes les personnes dont le nom précède se trouvent en détention administrative.
